



**COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH**

**ARRÊTE n° 2022-751**

**6-1 Police Municipale**



**Autorisation de stationnement**

**OBJET : Stationnement d'un camion et matériaux**  
**Travaux de gros œuvre des WC publics**  
**Halte Nautique de Cazaux – commune de La Teste de Buch**

**Direction Générale des  
Services Techniques**

N/Réf : VL/NB/FD  
257800 260439

DGS :  
Cab :  
DGST :  
DST :  
Adjoint :

**Le Maire de LA TESTE DE BUCH,**

**VU** la demande en date du 24/10/2022 par laquelle l'entreprise **NBA** demeurant 1042 avenue du Parc des Expositions – 33260 La Teste de Buch sollicite l'autorisation pour :

**Le stationnement d'un camion et de matériaux, sur le parking des WC publics de la Halte Nautique de Cazaux, commune de La Teste de Buch**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code de la Route,

**VU** le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques,

**VU** le Code de la voirie Routière,

**VU** le Code de l'Environnement,

**VU** les arrêtés interministériels du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes, et du 7 juin 1977, appelé Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, dans leurs versions en vigueur,

**VU** le règlement de voirie municipal approuvé par délibération du 15 juin 1987, complété par la délibération du 09 juillet 2019,

**VU** la délibération du Conseil municipal du 14 décembre 2021 fixant le montant de la redevance d'occupation du domaine public communal,

**VU** l'arrêté municipal n°2022-236 en date du 04 mai 2022 portant dispositions en matière de tranquillité publique,

**VU** l'état des lieux,

**CONSIDÉRANT** qu'il appartient à Monsieur le Maire de prendre toutes mesures afin d'assurer et de veiller au respect de l'usage normal du domaine public,

**ARTICLE I - Autorisation**

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande de stationnement d'un camion et de matériaux sur une place PMR du parking des WC publics de la Halte Nautique de Cazaux, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

## **ARTICLE 2 - Prescriptions techniques particulières**

### **-STATIONNEMENT**

L'installation visée à l'article 1 sera réalisée de façon à préserver le passage des usagers de la dépendance domaniale occupée. Toute disposition pour assurer la sécurité des usagers de la dépendance domaniale sera prise.

## **ARTICLE 3 - Sécurité et signalisation**

Le bénéficiaire devra signaler son occupation / chantier conformément à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté, telle qu'elle résulte notamment de l'instruction ministérielle sur la signalisation routière (et notamment son 1-8ème partie consacrée à la signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifié.

## **ARTICLE 4 - Implantation et durée de l'occupation**

Période des travaux autorisés : du 21/11/2022 au 25/11/2022 soit 5 jours

Le présent arrêté devra être affiché par le pétitionnaire au moins 72 H avant le début de l'occupation et pendant toute la durée de celle-ci.

Si le stationnement n'est pas effectué dans les délais prescrits par cet arrêté, le bénéficiaire devra déposer une nouvelle demande.

## **ARTICLE 5 - Redevance**

La présente autorisation fera l'objet du paiement d'une redevance, calculée conformément aux dispositions décidées par Délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2021.

Gratuité pour l'occupation du domaine public

## **ARTICLE 6 - Responsabilité**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **ARTICLE 7 - Autres formalités administratives**

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants et L.421-4 et suivants.

Il est expressément rappelé que le présent arrêté ne vaut pas arrêté de circulation.

Plus généralement, l'obtention du présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de demander toute autre autorisation ou de procéder à toute autre formalité prévue par les lois et règlements.